

En janvier 1942, à 10 000 km de la mère patrie...

Au Tonkin : «T'en fais pas c'est Pétain qui commande»

Le jour où le général Pétain prit le commandement du Grand Quartier Général - énorme organisme que la stagnation du front avait rendu pareil à un ministère encombré de paperasses et que venait d'assombrir les tristes jours de nos échecs sur l'Aisne - il sembla que les fenêtres s'ouvraient à la lumière poussées par un grand vent de confiance et d'espoir qui, gonflant les poitrines, allait revigorer jusqu'au dernier poilu des tranchées.

La France n'avait jamais manqué de chefs de talent, mais tous jusque-là, haussés sans doute à la hauteur du drame, en vérité formidable, donnaient l'impression pourtant qu'ils étaient menés par lui. Pétain apparut en homme capable de l'embrasser d'un coup d'œil dans toute son étendue, de le comprendre en le dominant et de le diriger.

« Parbleu, c'est une mystique »

Depuis que j'ai, à Saigon, raconté aux camarades de la Légion mes souvenirs personnels du général Pétain, j'ai rencontré bon nombre de nostalgiques de l'ancienne pagaille qui, avec ce sourire en biseau, dont on ne sait s'il veut amadouer ou mordre, m'ont dit : «Parbleu c'est une mystique». Dans toute la mesure où le dévouement comporte de la dévotion, c'est une mystique. Et elle se fonde en fait. Car dans l'aventure inespérée et inespérable de la France actuelle c'est d'abord la personne du Maréchal qui compte et si l'on se demande pourquoi elle nous est arrivée, on est obligé de répondre : «parce que c'est lui».

Quand on parle d'Hitler ou de Mussolini, on peut donner de leur histoire, indépendamment de leur valeur personnelle, des explications qui sont celles de tous les coups d'Etat. Ils se sont formés un groupe, ce groupe est devenu parti, ce parti un mouvement qui les a portés au pouvoir. Pétain n'a jamais eu de groupe, encore moins de parti, aucun mouvement ne l'a porté au pouvoir. C'est la France désespérée qui s'est jetée dans ses bras.

Le 10 janvier 1942, à Hanoi, M. Jacques Duval, haut-fonctionnaire auprès du gouvernement général de l'Indochine, prononçait au Foyer de la Légion Française des Combattants du Tonkin, une conférence consacrée à ses «souvenirs du Maréchal». Nous reproduisons celle-ci à partir des notes sténographiques publiées alors à 10 000 kilomètres de la mère patrie. La France du Maréchal conservait son empire et exerçait son empire.

des divisions, des canons, arguments solides qui donnaient un poids tangible à l'autorité de son «nichtweiter». Mais à Montoire ? Les mains vides et derrière lui un peuple anéanti. L'histoire pourra accumuler toutes les raisons militaires, économiques, sociales, ethniques qu'elle pourra, aucune ne nous satisfera et toutes seront insuffisantes si, pour expliquer l'arrêt du plus puissant vainqueur du monde, elle n'en ajoute une qui les vivifie toutes en les éclairant et qui se nomme le respect.

Et je conçois très bien que la radicale raison ratiocinante ne puisse rien compren-

Une conférence de M. Jacques Duval

dre à l'histoire d'un pays dont la légende nationale est née aux sons déchirants du cor de Roncevaux et qui, aux heures les plus tragiques de son histoire, a trouvé pour le représenter deux figures d'une grandeur uniquement morale incarnées, comme pour en souligner la valeur de symbole, aux deux extrêmes de la faiblesse terrestre : Pétain, vieillard de quatre-vingt-quatre ans et Jeanne d'Arc, une petite fille, car on oublie toujours de dire qu'elle avait dix-sept ans.

Pour faire le portrait d'un homme de cette envergure, il faudrait Bossuet ou Chateaubriand. Je ne suis ni l'un ni l'autre et je ne

tenterai pas le ridicule en l'essayant. Mais il a été mon chef. Je peux du moins vous dire ce qu'il m'a appris.

Le général Pétain m'a décoré dans son bureau, au château de Compiègne où logeait le Grand Quartier. Cérémonie simple. Une demi-douzaine d'officiers alignés les uns à côté des autres. A ma droite, un officier que je ne connaissais pas. Mon voisin de gauche m'apprit qu'étant de garde sur la ligne de démarcation de la zone des armées cet officier avait des somnolences opportunes lorsque d'aimables femmes franchissaient la ligne à l'adresse des généraux.

Aujourd'hui que j'ai pris pas mal de bouillotte, je pense que contribuer à éclaircir les idées d'un général à la veille d'une bataille mérite récompense. Je pensais, à l'époque, le contraire. Je venais de l'Yser, une balle allemande en traversant ma guenille me la faisait voir comme l'enveloppe d'un héros. Cette promiscuité me choquait.

« Devant vous, il y a moi »

Le général Pétain entra. De belle taille, vigoureux, l'allure, le geste, la parole posés. Sa figure étonnamment immobile, par nature et par volonté, une peau de pâleur uniforme lui donnaient l'apparence du marbre. Seul son regard bleu, pensée et lumière à la fois, y traduisait, en peu de clarté ou d'ombre, les émotions. Il s'arrêta devant moi et, tandis qu'il prenait la croix et l'épingle anglaise des mains de son officier d'ordonnance, il me demanda : «Pourquoi faites-vous la tête» ? - Il est difficile de faire un geste au garde à vous. J'indiquai mon voisin de l'épaule en murmurant : «Cela me dégoûte». Alors le regard du chef empoigna le mien jusqu'à l'âme, ce regard qui vous redressait mieux qu'une giffle, et il me dit : «Monsieur, dans la vie, on regarde devant soi». Il fixa la croix, me donna l'accolade et laissant un instant sa main sur ma poitrine, avec, cette fois ce regard de confiance qui lui gagnait les cœurs, il ajouta : «Et devant vous, il y a moi».

A Verdun, pour sauver la France, il avait

«Nous sommes unis dans l'obéissance aux chefs»



L'amiral Decoux à la barre de l'Indochine. Nommé en 1940, Gouverneur général par le chef de l'Etat français, il pourra dire en 1945 : "J'ai maintenu". Face aux Japonais et malgré les Alliés.

Franchissez 23 ans : Juin 1940. La France battue. L'armée prisonnière ou en morceaux. Les transports détruits. Les usines stoppées. Le peuple en déroute sur les grands chemins. Le Gouvernement liquéfié. La Chambre, le Sénat, les Ministres, le Président de la République demandant au Maréchal Pétain de prendre le Gouvernement parce que - raison stupéfiante dans leur bouche - il est pur de toute politique. Devant lui de Genève à Tours et à Hendaye cent cinquante divisions allemandes ; du lac de Genève à Menton, dans le flanc, le poignard italien ; autour de lui d'un côté nos hommes politiques qui, après ce sursaut venu d'un tréfond patriotique qu'ils ne soupçonnaient pas à eux-mêmes, sont déjà revenus à leurs manœuvres coutumières, — dans ce métier qu'est la politique, quand tout est perdu il reste encore le bluff et la réclame — calculent : «Le vainqueur de Verdun, quelle publicité ! L'emmener en Afrique, le brandir en drapeau pour couvrir nos hontes et, quand il nous aura servi, l'envoyer comme un autre général Boulanger se suicider à Tombouctou sur la tombe de ses déceptions, quelle combine !».

De l'autre côté, les Anglais qui, eux non plus, n'ont pas changé. Je m'explique en

revenant en arrière dans mes souvenirs. Au début de 1918 l'attaché militaire anglais au Grand Quartier Général était le général lord Cavendish. Soldat splendide, très bel homme, de grandes manières, élégant, spirituel, d'une franchise superbe venue de son caractère et d'une situation sociale qui lui permettait d'en négliger les conséquences. Nous disposions à Compiègne, d'un restaurant convenable et je l'y priai à déjeuner.

La France intacte dans son empire

Bonne cuisine, bien servi, bons vins, conversation mondaine, potins, histoires de femmes. Au dessert, je levai mon verre «à l'Amitié franco-anglaise». Le général Cavendish qui déjà avait levé le sien le reposa sur la table en me disant : «Je ne pensais pas que vous étiez une poire». Devant mon regard ahuri, il ajouta : «L'Angleterre fait ses affaires. Elle ne fait pas les vôtres. Moi, je bois pour que, dans dix ans, nous puissions déjeuner ensemble comme aujourd'hui sans nous taper sur la gueule».

Je n'ai jamais reçu d'ami conseil plus vrai, plus désintéressé, plus loyal. Les conseils d'amis sont de ceux que l'on ne suit jamais. J'ai pris la constance de l'égoïsme des Anglais, pour de la grandeur d'âme, la permanence de leur âpreté d'intérêt pour de la maîtrise de soi, j'ai donné de tout mon cœur imbécile dans leurs bobards, jusqu'au jour où j'ai entendu la voix de mon chef, où je l'ai revu, lui, tel que je l'ai connu, entouré de ces bandes d'exploiteurs qui d'un côté comme de l'autre criaient au vainqueur de Verdun : «fous le camp !», et toutes ces grandes figures des milieux politiques me sont apparues comme des figures du milieu tout court et j'ai compris qu'il ne les voyait, qu'il ne les entendait même pas, qu'il ne pouvait ni les voir ni les entendre, parce qu'il regardait devant lui et que devant lui, intacte dans son empire mais frappée en pleine tête et en plein cœur, moribonde mais vivante encore, il y avait la France et que la France, ça ne se manquerait pas

C'est, en médecine, une vérité de la Palisse que dire que la maladie est une rupture d'équilibre dans les éléments qui composent la santé. En matière sociale, c'est une vérité. Les médecins médiocres s'attachent à éliminer les agents pathogènes, les grands médecins, s'ils éliminent ces derniers, s'appliquent surtout à rendre au malade une santé assez vigoureuse pour éliminer d'elle-même les éléments nocifs. Envers les peuples, cette méthode est la seule effective. Il s'agissait non pas d'abandonner mais de guérir la France et de la relever. Le général Pétain avait déjà effectué ce travail de salut. Et voici comment dès 1917 il y procédait.

Pétain a l'habitude de nous sauver

Le général Joffre m'avait, en 1915, chargé d'organiser dans la zone du front le contrôle postal. J'avais conçu ce service à trois branches. La première en faisait un service de contre-espionnage, service de renseignements qui, à ce titre, relevait du deuxième bureau, auquel je fus rattaché pour ordre. La deuxième concernait l'information générale et je transmettais tout ce qui regardait la presse et la propagande au service de l'information où des hommes de métier l'exploitaient. La troisième collectait sur les différentes unités tous les renseignements qui pouvaient être utiles au commandement.

Le général Joffre désirait surtout connaître la valeur combative des troupes, leur potentiel de combat. Le rôle d'un général en chef étant de fournir à ses commandants d'opérations les troupes et le matériel dont ils ont besoin, il était primordial pour lui de savoir ce qu'il pouvait attendre, lors de la bataille de Verdun par exemple, des unités qu'il y engageait. A Verdun, par suite du système de relèves rapides employé par le général Pétain pour alléger dans la mesure du possible les fatigues de ses soldats, les divisions défilaient à un rythme accéléré. Combien ai-je vu alors de généraux me dire : «Mes hommes sont épatants, vous le savez. Ils

que - splendide consécration - le Maréchal a choisis».

Central - Photo - Hanoi

Au Tonkin...

>>> *Suite de la page 13*

ont fait plus qu'on n'en attendait et sont prêts à le refaire. Mais ils sont à bout. Il leur faut du repos. Alors ne dites pas trop qu'ils sont splendides pour qu'on ne les fasse pas remonter de suite».

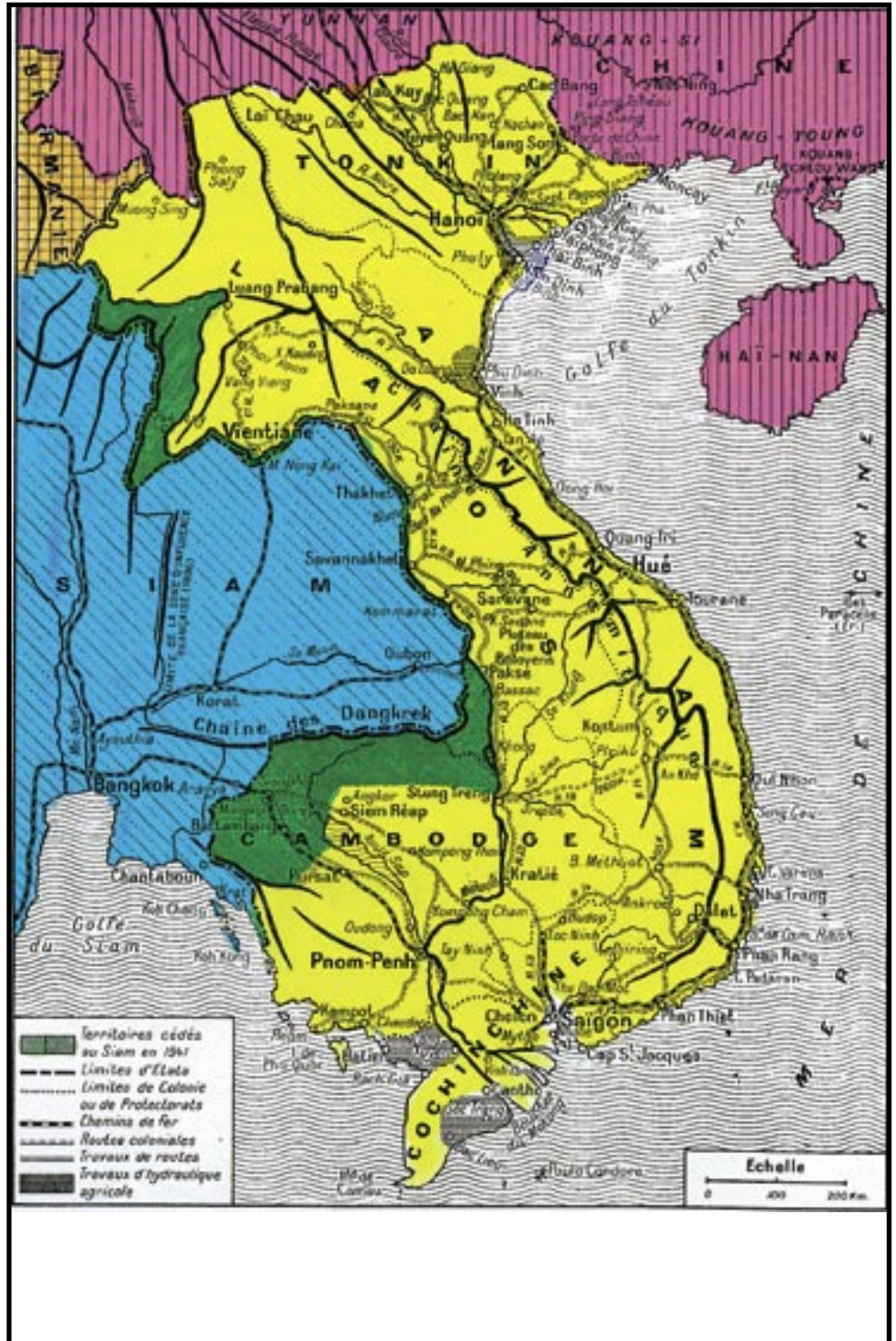
Je m'en tirais par des défaites disant que je n'arrivais qu'en complément d'autres enquêtes... mais j'ai appris là ce que les yeux des grands chefs, dont le regard a la sérénité du devoir qui s'exerce, pouvaient contenir d'angoisses et de larmes refoulées.

Le général Pétain le sut mieux qu'aucun autre. Il reprenait les troupes, au lendemain de la bataille de l'Aisne, dans un état de complète déliquescence. Perte de confiance dans le commandement, mécontentement, désordres et, en bien des points, révoltes. Ce n'est pas aujourd'hui seulement que Pétain sauve la France. Il l'a sauvée à Verdun. Il l'a sauvée en 1917 au moment des mutineries. Il a l'habitude et sait ce qu'il fait.

« Un regard malicieux dont j'aurais dû me méfier »

En ce qui concernait mon service, j'avais à renseigner le Général en chef sur les motifs de mécontentement et de colère des troupes. J'apprenais par les lettres que dans telle unité les permissions avaient été suspendues à tort, qu'on manquait ailleurs de pinard, de chaussures, d'effectifs, de munitions, etc... Je m'appliquais à cataloguer et à vérifier autant que possible les renseignements qui me venaient des correspondances. La marche administrative exigeait que mes enquêtes partant du Grand Quartier Général passassent au groupe d'armées, du groupe d'armées à l'armée, de l'armée au corps d'armée, du corps d'armée à la division, à la brigade, au régiment et la réponse remontait du régiment à la brigade, à la division, au corps d'armée, à l'armée, etc... pour m'arriver enfin et le résultat était constant : il ne manquait jamais rien, nulle part. Vous voyez bien pourquoi.

Je demandai au Général Pétain l'autorisation de négliger la voie hiérarchique et de correspondre directement avec les unités intéressées. Le Général eut un de ses regards malicieux dont j'aurais dû me méfier et me dit : « Essayez ! ». J'essayai une fois. Pas deux. Toute l'armée en fut debout. Je démolissais la hiérarchie, je tuais le principe de la discipline. Les intendants militaires me fusillaient du regard dans la cour du château. Les officiers du troisième bureau parlaient de me faire un mauvais parti. Le général Pétain me dit de stopper.



A dater de ce jour, il prit l'affaire en mains et je reçus des ordres. Les officiers me demandaient mes renseignements sur les unités que le Général en chef allait visiter le lendemain. Le Général y passait : « Manque de rien, colonel ? » - « Non, mon Général » - « Les 117 paires de chaussures qui manquaient la semaine dernière sont remplacées-? » - « Non... si... Oui... Non, mon Général ». Et le Général s'en allait.

Lorsqu'il s'adressait aux soldats, c'était en ce sens : « Je suis renseigné, vous avez été frustrés de permissions, et le pinard a été insuffisant. Vous aurez des permissions, du pinard et du repos. Je vous le promets. Je

suis votre Général en chef et vous savez que je ne mens pas. Mes promesses, je les tiendrai. A vous de tenir les vôtres. Un soldat français ne désobéit pas. L'indiscipline est pour les lâches et vous êtes des braves. J'ai besoin que vous m'aidiez. Aidez-moi. C'est pour la France. Nous la servons tous et j'ai besoin d'avoir confiance en vous, comme vous en moi. C'est promis » ?

« Un chef n'impose pas, il s'impose »

Il réunissait ensuite les officiers dans une salle, fenêtres et portes bien closes et prenait

alors un autre ton : «Un chef n'impose pas, il s'impose. Donnez des ordres n'est rien, se faire obéir et par la confiance est tout. Vous avez charge d'âmes. Vous devez savoir pourquoi vos hommes sont mécontents et y remédier, les servir et ne vous faire servir qu'après. Je vous défends de leur mentir, de promettre et de ne pas tenir. En leur mentant, vous les insultez car ce sont des braves, vous vous manquez à vous-mêmes et à la dignité du commandement. Je ne vous le permets pas».

En quelques semaines, par son action personnelle, inlassable, le général Pétain visita et reprit en mains quatre-vingt-dix divisions dont les plus gangrenées se montrèrent les plus solides aux attaques qui suivirent.

La variété des moyens employés par le général Pétain était aussi grande que leur efficacité. Il visita un jour un camp de repos composé d'une douzaine de bâtiments dont dix étaient en parfait état et deux, qui se trouvaient à l'écart, délabrés et sales. Les autorités du camp étaient sur pied pour lui former cortège.

Vous savez ce qu'est un cortège officiel. Il est fait pour chamber le personnage de marque, de telle façon qu'il ne puisse voir ce qu'on ne veut pas qu'il voit. Le Général, de cette allure qui paraissait lente et qu'on ne pouvait pourtant suivre qu'au petit trot - ce pas alerte que le Maréchal conserve encore car je lisais dans un récent reportage que Monseigneur Rémond, évêque de Nice à qui il avait fait visiter sa propriété de Villeneuve - Loubet s'écriait le lendemain : «Il m'a tellement fait marcher que j'en suis fourbu !» - le Général prenant donc la tête du cortège qui courait derrière lui se dirigea droit sur les bâtiments délabrés, les examina, en fit le tour, entra, regarda, hochâ la tête, ressortit, gagna son automobile et partit sans avoir fait la moindre observation.

Le Maréchal procède comme en 1917

Si je vous raconte cette histoire, ce n'est pas uniquement pour vous amuser. Un homme de la trempe du général Pétain est tout entier dans chacun de ses gestes dont le sens dépasse de beaucoup le spirituel. Je m'étais conduit, à l'occasion, comme un bon petit fonctionnaire qui corrige une erreur par une autre plus grave, risquant d'ébranler le principe de la hiérarchie pour corriger une déficience locale mais lui, le très grand fonctionnaire qui dominait sa tâche, allait droit à la cause efficiente, à la cause génératrice du mal qu'il voulait guérir et de bien d'autres maux de même ordre. Il ne s'agissait pas de faire compléter un stock d'habillement mais de rendre à la voie hiérarchique son fonctionnement normal et d'assainir l'esprit des cadres et du commandement.

Le maréchal Pétain procède aujourd'hui en France comme le général Pétain procédait aux armées en 1917. Il restaure la France par le



rétablissement des hiérarchies sociales, hiérarchie de familles et de professions qui constitue la nation, il exige des cadres cet esprit homogène et d'équipe sans lequel il n'y a pas d'unité. Et cette unité profonde sous l'autorité d'un chef dont la pensée est pleinement saisie par tous ceux qui, formés aux mêmes doctrines et parlant le même langage, appliquent intégralement ses volontés c'est proprement la Révolution nationale.

Révolution. Ce mot entraîne avec lui tellement d'images parasites qu'il en faut dégaier le sens. Nos souvenirs d'images d'Epinal et de manuels d'histoire s'interposent : 1789, foules hurlantes, bouches noires dans des figures avinées, piques ensanglantées, têtes coupées, guillotines, haine, désordre, chambardement. La révolution du Maréchal est tout le contraire : le retournement, la rénovation, la restauration de la France par l'ordre, l'union et la paix.

Un peuple se définit par les caractères de son enseignement

Les peuples comme les hommes valent par leur intelligence et par leur volonté. Il faut d'abord retrouver notre intelligence. «Eh quoi, me direz-vous, ne sommes-nous pas le peuple le plus intelligent du monde ?» Oui, je connais le slogan, les Français sont les gens les plus spirituels de la terre et ils n'ont qu'à se montrer pour qu'on les admire et qu'on les aime. A force de se répéter ces gentilleses devant leur miroir pendant vingt-cinq ans,

les Français sont devenus des imbéciles et les autres nations s'en sont aperçues bien longtemps avant eux.

L'intelligence d'un peuple se définit d'abord par les caractères de son enseignement national.

L'enseignement national, se disant égalitaire, de la 3^e République divisait dès l'origine les Français en classes : les primaires et les secondaires, les riches et les pauvres. L'enseignement primaire se fondait sur des formules arbitraires érigées en dogmes intangibles valant certitude, l'enseignement secondaire sur la recherche personnelle et la notion du relatif qu'infusent les humanités latine et grecque. Entre des hommes certains de tout et d'autres remplis de la prudence du doute, aucune entente n'était possible et nous aboutissions à ce résultat que des étudiants de Londres, de Paris ou de New-York se comprenaient de façon plus intime que deux Français, l'un primaire et l'autre secondaire, entre eux.

D'autre part, le papa d'un petit Français avait-il fait fortune, il devenait obligatoire que le pauvre enfant passât son bachot. C'était une question de face sociale. Le baccalauréat n'était pas affaire d'aptitudes ou de goûts mais de train de vie. Qui possédait automobile se devait d'avoir un fils bachelier comme d'avoir un chauffeur. Notre bourgeoisie s'encombra d'un tas de cancre dont on se disait en les voyant : «Quel bon commerçant ou quel bon boxeur il ferait» et qui, par la contrainte des mœurs, se trouvaient devenus notaire ou avocat. Le nombre était considérable des malheureux pour qui un examen, au lieu d'être ce qu'il est, c'est-à-dire un point de départ pour la vie, était un point d'arrivée définitive, pareils à ces ministres de Robert de Flers à qui leur président lors d'un premier conseil disait : «Messieurs, notre devoir était de devenir des ministres. Nous le sommes. Nous avons donc rempli tout notre devoir et il ne nous reste qu'à en profiter».

Avec Henry Bordeaux, Louis Madelin, Robert Valéry-Radot...

Nous formions au Grand Quartier Général un petit groupe où se comptaient Henry Bordeaux, Louis Madelin, Jean de Pierrefeu, Robert Valéry-Radot, Robert de Beauplan, un agrégé d'allemand nommé Carré. Nous y discutâmes à perte de vue sur ces questions d'enseignement. L'Union sacrée faite dans les tranchées nous rendait inadmissible l'idée que l'enseignement pût après la guerre continuer son œuvre de division et préparer ainsi la lutte de classes que la politique n'avait plus qu'à exploiter. Nous imaginâmes systèmes sur programmes pour unifier la formation de tous les Français.

Notre camarade Carré fit en partant de ces discussions, dès 1919, un livre où les tendances sociales de l'Ecole Normale, dont il faisait partie, déformaient nos idées en préconisant l'école unique pour les élèves.

»»» Suite de la page 18



Au Tonkin...

>>> *Suite de la page 15*

L'école unique aspirait les enfants selon leurs aptitudes vers le primaire supérieur ou le secondaire qui se rejoignaient dans l'enseignement supérieur, les deux enseignements primaires et secondaire subsistant, en théorie du moins, car, dans la pratique, elle conduisait au nivellement par le primaire sous prétexte de sélection.

M. Millerand préfaça ce livre et de bons esprits, comme M. Grandjean, actuel Résident supérieur en Annam, (1) se jetèrent au travers de la tentative pour en combattre les tendances radicales et socialistes. Il réclamait l'école unique non pour les élèves, mais pour les maîtres, la suppression des écoles normales d'instituteurs, leur remplacement par l'instruction secondaire, de façon que l'instituteur ait la même formation que l'officier ou le magistrat et tous ceux qui constituaient les cadres de la nation.

Le général Pétain savait tout ce qu'il se passait au Grand Quartier et rien de ce qui touche à l'enseignement ne lui a jamais été indifférent. Un des premiers soins du Maréchal, le premier peut-être, a été de réformer notre enseignement national, fondement même de la Patrie. Reprenant et perfectionnant les idées que je viens d'esquisser, il supprime les écoles normales d'instituteurs, donne à tous les maîtres une formation unique et de même mentalité, brise les privilèges d'argent et de caste, rétablit la sélection par les aptitudes, les goûts, la valeur personnelle, redonne aux humanités leur rôle irremplaçable, rend la considération au métier bien rempli en la substituant à la considération attachée à tel métier plus qu'à tel autre, unit tous les Français par leurs origines scolaires, par la même sève nationale qui les fait fils de la même Patrie.

Chacune de ses pensées résume celles de vingt générations

Boileau disait : «Qu'est ce qu'une idée neuve ? C'est une idée que tout le monde a eue et que quelqu'un s'avise pour la première fois d'exprimer». Pour commenter les œuvres du Maréchal, les formules classiques viennent d'elles-mêmes aux lèvres. Le Maréchal est à ce point français qu'on dirait que chacune de ses pensées résume celles que vingt générations de Français ont essayé de concrétiser avant lui et qui aboutissent à l'expression pleine, simple et claire que la souveraineté de son esprit leur donne en les créant. C'est la France de toujours qui pense par lui.



Funérailles du roi du Cambodge le 2 septembre 1941 : l'amiral Decoux porte l'urne funéraire au côté de S. M. Norodom Sihanouk.

General - Photo - Hanoi

Avec notre intelligence qu'il refond, il rénove aussi notre volonté nationale.

Elle était, récemment encore, inexistante. A l'époque du Front populaire, je recevais des lettres de bons Français, que leur éducation, leur situation, leur expérience mettaient à même de juger, des lettres où ils répondaient à mes craintes : «C'est une expérience à faire». Une expérience à faire, avec son pays ! Si un chirurgien affichait dans la rue qu'il cherche un patient pour tenter sur lui une opération où celui-ci aurait des chances de rester, que penseriez-vous de la mère qui offrirait pour cette expérience, son enfant ? Nous en étions pourtant là. Toutes nos volontés sociales se ramenaient à une négative, laisser-faire. Et la faute en était sans doute à notre lâcheté mais aussi à notre éducation morale.

J'ai été, vous avez, nous avons été dressés à nous abstenir. A trois ans on nous disait : «Ne mets pas des doigts dans ton nez», plus tard : «Ne mets pas tes coudes sur la table», plus tard : «Ne mens pas», plus tard : «Ne joue pas, ne bois pas, ne fornique pas, ne crie

pas, ne pleure pas, ne ris pas...» toujours «pas». Le Maréchal reprend les anciens signes mais là où nous les affections du signe —, il met le signe +. Il ne nous dit pas-: «Ne mens pas», mais : «Dis la vérité». N'être pas malhonnête et être honnête sont choses très différentes. D'une part c'est l'inaction, de l'autre action. L'idéal de ma génération était de devenir un homme correct. Nous ne volions pas, nous ne participions pas aux saletés qui nous entouraient, nous n'étions pas généreux et nous laissons faire la crupule. La Révolution Nationale veut faire de nous les propagateurs actifs du bien, il ne lui suffit pas que nous ne fassions pas le mal.

Lorsque le Maréchal dit aux enfants des écoles : «Il ne suffit pas de ne pas tricher, il faut encore empêcher les autres de tricher», cela veut dire pour nous légionnaires, ses disciples, qu'autant nous devons tendre loyalement la main à tous les camarades qui marchent sincèrement avec nous, d'où qu'ils viennent, autant nous devons poursuivre ceux qui dissimulent les trois points de leur triangle derrière un signe de croix.

Cette affirmation d'une volonté positive dans le réel, c'est proprement la marque du Chef et le Maréchal n'est pas un Chef mais «le» Chef.

Il l'est d'abord par l'intelligence, une intelligence qui dépasse de beaucoup ce que l'usage entend par ce mot.

La vue supérieure des «Paroles du Maréchal»

D'abord, son information est presque universelle et sa faculté de se documenter aussi sûre que puissante. Et cela dans tous les domaines. M. Goloubew, aussi prestigieux musicien qu'élégant archéologue, connu de toute l'Indochine, peut vous raconter qu'à Epernay le général Pétain se reposait parfois à l'entendre. Son goût allait non pas à la musique musculaire mais aux plus consacrées des belles œuvres de Bach,

de Mozart, voire même à la sonate de Franck. Il peut vous conter aussi qu'en cinq minutes de conversation le Général l'avait littéralement vidé de tout ce qu'il savait et de lui-même et de la Russie.

Il faut n'avoir jamais sondé un texte français pour ne pas se rendre compte de la somme d'informations, de lectures, d'expériences que contiennent les pages si simples des «Paroles du Maréchal». Rien d'une encyclopédie, d'un dictionnaire mais un ensemble de connaissances recueillies avec exactitude, coordonnées par une vue supérieure qui les rassemble dans la phrase pleine, concise, claire et simple. Grand, très grand écrivain qui ne s'en doute même pas parce qu'il est un homme bien plus grand encore. On l'a comparé à La Rochefoucauld, à La Bruyère, soit. Mais chez ceux-là on sent l'artiste et l'auteur. Chez lui non. Disons que les «Paroles» sont du La Bruyère ou du La Rochefoucauld mais réécrit par Molière et nous n'approchons pas encore de la vérité nue.

Cet appétit insatiable d'information du général Pétain transforma la physionomie du Grand Quartier Général. Jusque là le bureau le plus en vue était sans conteste le troisième, celui des opérations. Le deuxième celui des renseignements, commença bientôt, sinon de l'éclipser, du moins de l'équivaloir en prestige. Les informations sur l'ennemi, ses méthodes de combat sans cesse modifiées, ses armes toujours perfectionnées, passèrent au premier plan. Celles sur notre propre armée, élargies, vérifiées, éclairées de toutes manières ne prirent pas moins d'importance. Louis Madelin, lors des mutineries de 1917, fut, par exemple, chargé de rechercher dans l'histoire de César et dans celle des guerres de la révolution les moyens employés pour restituer dans les troupes la discipline. Ce seul détail révèle le Chef.

Au rapport le Général écoutait immobile. Comme un musicien décèle dans un son la



Les bons points du Maréchal

Travaux dans les rizières d'Indochine. La politique du retour à la terre.



Les bons points du Maréchal

L'hévéa cultivé pour son latex dont on tire le caoutchouc.

moindre fêlure qui échappe au profane, il percevait la moindre tentative à solliciter les faits ou à masquer l'absence de documents par des phrases en vue d'établir une thèse préconçue. Il laissait alors tomber ces mots terribles : «A un autre». Et ne s'occupait plus du délinquant qui ne demandait qu'à disparaître.

Le maréchal Pétain organise aujourd'hui la France en une hiérarchie d'assemblées compétentes groupées, chacune en ce qui la concerne, pour informer, de la façon la plus sûre et la plus complète, le gouvernement. Toutes les compétences conseillent, le Chef décide. Et c'est de l'intelligence qui décide que je voudrais maintenant vous dire un mot.

L'intelligence du chef

Ce que nous appelons intelligence dans le langage courant est une faculté de caractère purement analytique. Décomposer un problème qu'il soit littéraire ou mathématique, en ses éléments, les isoler, les définir, les disséquer, les rapprocher, les opposer, c'est un feu brillant et subtil de l'esprit où ceux qui excellent acquièrent une réputation de grand critique ou grand mathématicien. Mais quand on y regarde de près cette intelligence ne fait que vider les problèmes des données qu'ils contiennent, elle met en équations les découvertes des autres et c'est elle dont nous nous moquons chez les polytechniciens quand nous les prenons pour tête de turc. Les Juifs s'y révèlent de première force. Et je concevrais très bien une histoire des erreurs de la Troisième République centralisée autour de la faute qui consiste à confier un pouvoir de direction à des hommes pourvus seulement de cette intelligence-là.

L'intelligence du Chef la com-

prend mais la dépasse de beaucoup. Elle n'analyse pas seulement, elle synthétise. Elle ne déduit pas seulement, elle induit. Elle ne décompose pas seulement, elle construit. C'est un regard profond qui va droit au réel, le saisit dans toutes ses données présentes et aussi dans son dynamisme qui contient l'avenir. Elle dégage les grandes lignes, élimine les incidentes, conserve celles qui dirigent la force et la vie. Cette intelligence-là, le Général Pétain la possédait au plus haut degré.

Lorsque des officiers lui faisaient un rapport, à peine avaient-ils entamé leur exposition qu'il avait saisi le problème dans son essentiel. Il disait : «Faites cela». Et «cela» n'était ni une solution quelconque ni souvent celle que l'auteur préconisait mais «la» solution, la vraie, l'évidente, celle qui concordait avec les moyens de la résoudre, la seule qui fût immédiatement réalisable, complète, simple, facile. Je viens de vous en donner assez d'exemples pour n'y pas revenir. L'intelligence du Chef est le sens éminent, créateur et vivifiant du réel.

L'autorité du chef

La seule marque du Chef est l'autorité.

Le général Joffre avait une autorité militaire formidable. Il suffisait d'être en sa présence pour avoir la chair de poule. Ce colosse silencieux vous appelait d'un geste, vous renvoyait d'un autre après avoir en deux mots précisé l'ordre. Il vous donnait l'impression d'être le rouage d'une machine puissante qu'il dirigeait d'une main ferme, que vous étiez dans cette main un outil interchangeable manœuvré avec le maximum de justesse, mais un outil.

Devant le général Pétain l'impression était tout autre. Certes, celle d'un Chef militaire incomparable mais surtout d'un homme et plus grand que tous les autres. Je ne sais qu'elle stupide réclame a prêté au général Pétain l'allure familière et bonhomme. Ce sont là inventions de journaliste en mal de pathétique. Le général Pétain n'a jamais rien eu du député en tournée électorale. Il était en réalité distant et jamais familier. Même avec le peuple. Ses mots d'esprit qu'il avait fort vif le prouvent. Il n'en a pas eu que je sache à l'adresse de soldats ou d'ouvriers et les réservait à ceux qui faisaient profession d'ironie.

D'autres grands meneurs d'hommes ont eu de ces réparties populaires par où leur intelligence franchissait la distance sociale qui les séparait de leur interlocuteur et gagnait leur sympathie par l'étincelle allumée soudain entre son esprit et le leur. Le Cardinal Verdier, par exemple, y excellait.

(1) Futur collaborateur des «Ecrits de Paris» et de «Rivarol» où il publiera sous la signature de Jean Pleyber une chronique mordante intitulée «Les propos du Chouan» (Dictionnaire de la politique française, par Henry Coston).

Au Tonkin...

>>> *Suite de la page 19*

Un jour, dans la banlieue rouge, les ouvriers décidèrent de le recevoir aux cris répétés de «nom de Dieu». L'archevêque de Paris, après s'être rendu compte de la scie qu'ils lui montaient s'arrêta devant un des plus virulents choristes et lui dit : «Alors, tu n'es même pas capable de dire merde, comme tout le monde».

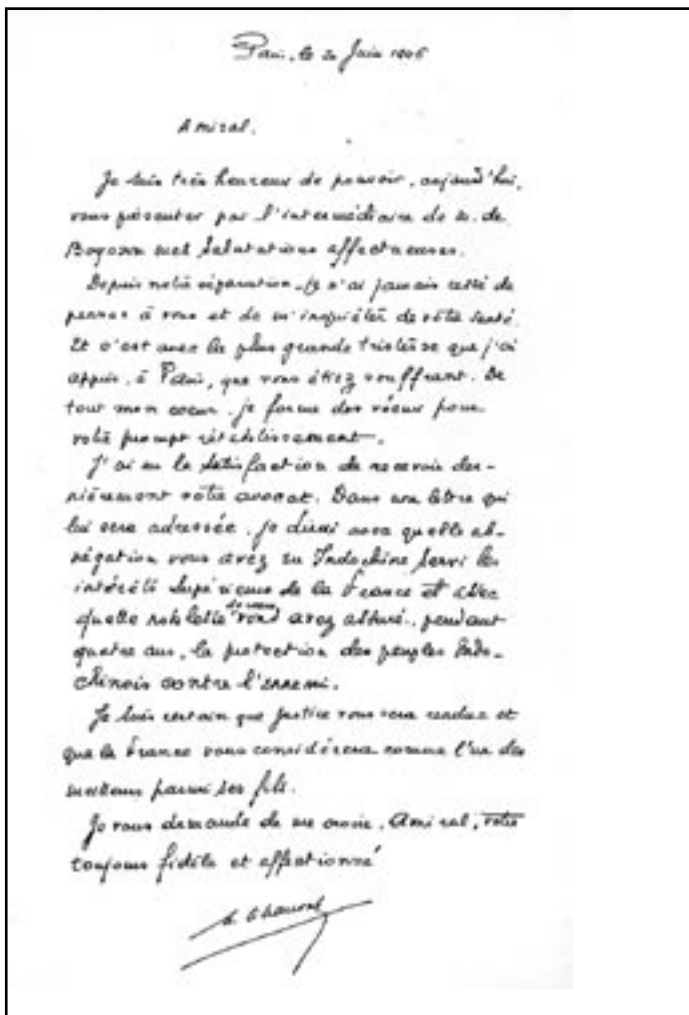
Je ne connais pas de mots de cet ordre du général Pétain. Par contre, j'en connais de féroces à des gens qui en faisaient eux-mêmes. Le célèbre et mordant caricaturiste Forain, mobilisé au camouflage où ses armes étaient un pinceau et un pot de peinture, imagina de se présenter au Général en chef, pour l'épater sans doute, sous l'aspect du poilu intégral. Il arriva au Grand Quartier, où la tenue était de ville, casqué, guêtré, fusil à l'épaule, musette et cartouchières gonflées. Le Général le regarda en silence et lui dit simplement : «Si Forain vous voyait».

Une très haute idée de l'homme

Si le général Pétain était distant, encore faut-il en préciser la manière. Ce n'était pas lui qui marquait la distance mais son interlocuteur qui la prenait de lui-même, par respect. J'en ai eu la vision très nette au Te Deum célébré pour son entrée à Strasbourg dans la cathédrale. Je me tenais à ses côtés près de son officier très cher, le commandant de Féligonde. Du porche ouvert, le chœur tendu de noir et d'argent où montaient des étages des cierges allumés semblait au bout de l'allée centrale une voûte glorieuse de lumières et d'ombres. Le clergé, visiblement hostile, vint au devant du Général immobile sous le porche. Le grand dignitaire qui marchait en tête s'arrêta devant lui en prononçant d'une voix basse quelques paroles d'accueil. Saisi comme tout le monde par la majesté du Général en chef - celui que nous avions baptisé Pétain le magnifique - il se tenait de toute évidence trois ou quatre pas plus loin qu'il était naturel pour lui parler.

Cette distance que chacun marquait de lui-même en abordant le général Pétain, loin de l'accentuer, il la supprimait en vous élevant jusqu'à lui. Il vous communiquait par son seul regard le sentiment que toutes les forces de sacrifice, de noblesse, d'énergie au bien que vous portiez en vous affleuraient votre conscience pour le mieux servir et c'était vraiment collaborer avec lui que lui obéir dans une communion splendide avec son dévouement total à la Patrie.

Cet ascendant unique sur les hommes, le maréchal Pétain le doit à la très haute idée qu'il a de l'homme, de vous, de moi, de tous les hommes.



Lettre du roi du Cambodge, S.M. Norodom Sihanouk, à l'amiral Decoux détenu à Paris : "Justice vous sera rendue. La France vous considérera comme l'un des meilleurs de ses fils". (20 février 1946

Et si l'on cherche, pourquoi toute sa doctrine sociale s'harmonise à la civilisation chrétienne c'est là qu'on en trouvera l'explication, car tout le potentiel humain du christianisme repose lui aussi sur la conviction de l'éminente dignité de l'homme. Et de là cette autorité faite de noblesse et d'attrait.

Le sens des responsabilités

La troisième marque du Chef est le sens et le goût des responsabilités.

Cet mot semble venir d'un autre âge. Depuis mon enfance je n'ai jamais entendu parler que d'irresponsabilités. Irresponsable le Président de la République, irresponsables les Ministres, irresponsables les députés, irresponsables les fonctionnaires, irresponsables les égarés, irresponsables les criminels, règne universel de l'irresponsabilité. Et voici que notre Chef renverse cet état de choses. Le Chef est responsable des inté-

rêts de la France et tous ceux qui composent la nation depuis les têtes jusqu'aux cadres et jusqu'au dernier Français sont responsables devant lui. Au rapport, le général Pétain accueillait souvent les officiers par ces mots : «Ne cherchez pas à me faire plaisir». Cela voulait dire : «Prenez vos responsabilités qui sont de me renseigner exactement et ne cherchez rien autre. Je prendrai les miennes à mon tour». Je vous ait conté comment, lors des mutineries, c'est au sens de leurs responsabilités qu'il en appelait chez les hommes comme chez leurs supérieurs. Voici un souvenir personnel qui vous montrera comment il le pratiquait lui-même.

Le contrôle postal, boîte de Pandore, fourmillait de quotidiennes histoires. Il était interdit d'ouvrir les lettres de parlementaires, celles du moins dont les enveloppes étaient à en-tête de la Chambre des députés. Une de ces dernières adressée à un sergent Gentil dans une compagnie où se trouvaient deux sergents Gentil fut remise à celui des deux qu'elle ne concernait pas. Il y lut, signé d'un député, à peu près ceci : «Nous

sommes contents de ce que vous avez obtenu mais cela ne suffit pas. Il faut qu'à la prochaine montée en ligne votre section mette la crose en l'air et que d'autres sections gagnées par vous fassent de même». L'enveloppe contenait en outre des tracts «la faillite des Chefs, vous vous faites casser la gueule pour les profiteurs, vos femmes font la noce avec les embusqués etc... etc...» littérature connue.

Le destinataire par erreur remit le torchon à son colonel qui la transmit à mon service. Morceau de choix, que je montai en épingle pour le ministère. L'affaire fit du bruit. Le député Brizon, à la tribune de la Chambre, déclara que l'officier chargé du contrôle postal au Grand Quartier Général, il me nommait, était un suppôt de l'Action Française mis là par elle pour moucher les députés. L'Action Française cria au mensonge et qu'elle ne me connaissait pas. Le Cabinet du Ministre s'émut.

Je m'amusais fort de cette querelle, incident sans importance au milieu d'histoires de même ordre et bien plus graves que nous

suivions à ce moment. Et je savais, n'étant même pas d'Action Française, qu'elle ne reposait sur rien. Mais une lettre officielle du cabinet du Ministre demandant mon renvoi étant parvenue, il fallait répondre.

Dans le bureau du Général en Chef

La correspondance du Général en Chef était préparée par ses chefs de service qui la présentaient à son approbation pour signature. Mon colonel rédigea dans ce but une missive où il me couvrait de fleurs et admettait mon déplacement. Je rédigeai de mon côté une réponse où résumant les faits et ajoutant que ma parole donnée suffisait à ruiner les affirmations du député Brizon, l'incident se trouvait clos. Mon pauvre colonel était affolé par l'aventure et n'osait présenter mon papier. Je le consolai en lui disant que n'étant rattaché à son bureau que pour ordre je pouvais le présenter moi-même.

Lorsque j'entrai dans le bureau du Général en Chef, je n'en menais néanmoins pas large. Il lisait assis à sa table, le crayon en main et ne leva même pas la tête à mon entrée. De grandes fenêtres vitrées donnant sur le parc éclairaient de face sa figure marmoréenne et derrière lui cet autre marbre, chef d'œuvre de Carpeau, le buste de l'impératrice Eugénie posé au milieu de la cheminée. Je glissai ma lettre sur une place libre près de son buvard et reculai jusqu'à la porte au garde-à-vous. Les secondes me semblèrent interminables. Mes jambes flageolaient à mesure que je me rendais mieux compte de mon audace. Le général Nivelle, voici peu, avait achoppé sur des incidents du même genre.

Le général Pétain cessa enfin de lire, prit ma feuille, eut un léger froncement du regard et se leva en me disant : «C'est mon commandement que vous me demandez de risquer». Je bafouillai : «Je ne peux pas me défendre moi-même». Il se pencha sur son

bureau, prit une plume, signa et me tendit la lettre en disant : «Vous avez raison». Et je m'enfuis pour ne pas céder à la tentation de lui sauter au cou.

Mon colonel délirait de joie : «Mais, qu'est-ce que vous avez bien pu lui raconter ! - Rien. - Allons donc ! - Rien, je vous assure». De fait j'ai dramatisé la scène en vous la racontant parce qu'elle était dramatique pour moi. Pour le général Pétain, non. Il n'y avait là que chose naturelle. Je la lui rappelai un jour d'après guerre, il l'avait oubliée. Il prenait ses responsabilités comme l'exercice même de sa fonction. Il les dominait avec la même aisance qu'on vit et qu'on respire. C'était l'expression simple de son caractère de chef.

Lors du coup de boutoir de 1918

Mon colonel ne s'en rendait pas compte mais la troupe, elle, le savait. Lors du coup de boutoir que les Allemands donnèrent dans nos lignes au printemps 1918 et qui les porta en quelques heures de Saint-Quentin à Noyon, le Grand Quartier Général se trouva par la force des choses, à Compiègne, dans la bataille arrivée presque à sa porte. Les troupes qui montaient en vitesse boucher le trou étaient des combattants de quatre années de guerre qui savaient par expérience que les transports en ligne à plein gaz signifiaient pour eux le coup dur à brève échéance.

Les camions remontèrent le flot des civils déferlant en sens contraire sur la route, spectacle le plus horrible des guerres, le plus démoralisant pour ceux qui se battent : vieillards, femmes, enfants en détresse qui évoquaient pour eux leurs parents, leur mère, leur femme, leurs petits, à ceux qui s'en allaient vers l'exil de la bataille et de la mort probable. Ces hommes ne chantaient pas pour s'exciter, n'étaient pas ivres, mais un calme souriant rayonnait sur leurs visages

de héros. Ils se penchaient au dehors des camions et criaient d'une voix de réconfort aux malheureux en fuite : «Ne vous en faites pas - Ne vous en faites pas ! C'est Pétain qui commande».

Je n'aurai rien dit de ce que je voulais vous dire si ce mot-là ne résumait le sens des souvenirs que je viens de vous raconter. Nous menons aujourd'hui, nous les légionnaires, c'est-à-dire tous les Français, les vieux avec leurs souvenirs de gloire, les jeunes avec leurs espoirs qui sont ces souvenirs renouvelés, un combat, celui de la restauration française qui sera aussi dur, aussi tenace, aussi long qu'aucun de ceux que nous avons encore menés car il s'agit de vaincre et des forces adverses et nous-mêmes. Nous avons pour cette tâche la chance unique, sans laquelle tous nos efforts seraient vains, d'avoir un chef qui domine souverainement les circonstances. C'est Pétain qui commande.

« En avant les légionnaires »

Nos cerveaux désemparés par nos angoisses présentes s'en évadent vers l'avenir et le supputent en se réfugiant dans ses chimères. Le Maréchal met sa main sur nos têtes et nous dit : «La France n'est pas un pays de rêve sur la carte des utopies. Elle est là sur le sol que tu foules, sous tes pieds, elle est moi, elle est toi, elle est tous les Français unis pour la relever. Toi avec ton marteau, toi avec ton laboratoire, toi avec ta charrue, toi avec ta plume, travaille, chacun à sa place, dans son domaine, avec ses moyens, tous du même zèle, c'est pour la France. Victor Hugo a dit : «L'avenir n'est à personne, l'avenir est à Dieu» c'est un blasphème. Dieu est à toi si tu commences par lui obéir et l'avenir t'appartient car rien ne sera demain que ce que tu auras commencé aujourd'hui. A l'œuvre donc et dès maintenant. En avant les légionnaires. La France est ici. Suivez-moi».

Messieurs, dans cette Révolution nationale, notre tâche est la plus facile : nous unir dans l'obéissance. Les chefs ont pris pour eux la part la plus lourde, celle de nous conduire derrière le Maréchal. Eux et Lui sont inséparables parce qu'ils sont ses hommes, ceux de son équipe, les représentants de sa pensée, ses porteurs de flambeaux, ceux qui, à tous les titres individuels de gloire ajoutent la consécration splendide d'avoir été choisis par Lui.

Ouvrons donc de notre mieux dans leur sens, chacun dans notre champ. Taisons nos velléités personnelles parce qu'elles sont ridicules et qu'on ne travaille bien qu'en silence. Et répétons, unis par la confiance en notre chef vénéré, à tous ceux dont la volonté hésite ou se dérobe : «Ne t'en fais pas, c'est Pétain qui commande». Vive Pétain !

Jacques Duval
Hanoi, 10 janvier 1942

La tombe de l'amiral Decoux au cimetière de Loverchy, à Annecy.

